

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Décharge de Mindoube : saturée mais encore opérationnelle

**LE** ministre d'État, ministre de l'intérieur, Lambert-Noël Matha, et ses collègues de la Santé et des Affaires sociales, Guy-Patrick Obiang Ndong et de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq, ont effectué une descente de terrain hier à la décharge municipale de Mindoube. L'objectif étant de comprendre l'usage fait par Clean Africa, les conditions de vie des populations environnantes, les dangers de santé publique et la question de la réinsertion des jeunes devant libérer cette zone.

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

**E**N état de surcharge en apparence depuis près de vingt ans, la décharge municipale de Mindoube peut, selon les responsables du groupe Clean Africa, encore accueillir des ordures ménagères. Pour ce faire, il s'agira de construire une voie de contournement pour accéder à un espace encore disponible dans la zone.

Voulant en avoir le cœur net et comprendre le fonctionnement de celle-ci, les membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux pour établir un constat. "Nous avons ce matin voulu nous enquêter de plusieurs aspects dont le ralentissement du dépôt des ordures ménagères, et regarder de près un certain nombre d'éléments qui incombent à chaque membre du gouvernement ici présent. Nous savons tous que la décharge de Mindoube est saturée et qu'il va falloir la délocaliser. En attendant que nous ayons un centre de traitement d'ordures ménagères, un certain nombre de travaux sont envisagés, notamment la



Trois membres du gouvernement hier face aux défis de la décharge publique de Mindoubé.

construction de plusieurs plateformes qui doivent permettre de continuer de déposer les ordures ménagères régulièrement. Il se pose un problème d'accès, les plateformes sont déjà en construction, mais il va falloir accélérer le processus d'ouverture pour permettre aux véhicules d'accéder à ces différentes plate-

formes", a indiqué le ministre de l'Intérieur.

Conscient des difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes qui travaillent dans cette décharge de la capitale, Lambert-Noël Matha a précisé que "pour les personnes qui fréquentent la décharge, les mesures avaient été prises pour

empêcher les jeunes enfants d'y accéder, le maire et le commissaire nous ont confirmé que depuis la prise de cette mesure, il n'y a plus d'enfants de cette tranche d'âge. Un recensement a été fait il y a quelque temps, et a intégré plusieurs départements ministériels. Il a été envisagé de les scolariser et des mesures ont

été prises pour sensibiliser leurs parents".

De plus, ne disposant pas d'outils de travail adéquats et s'exposant de facto à des maladies de tout genre, les membres du gouvernement entendent jouer la carte de la sensibilisation. "Ces jeunes et adultes qui travaillent ici tous les jours sont exposés aux risques sanitaires. Une décharge est une zone où il y a une prolifération de microbes, de germes qui peuvent affecter l'état de santé. Et c'est d'autant plus dangereux pour les jeunes car ils ont un organisme fragile. Il est donc important que nous puissions nous rendre ici pour vérifier si ces derniers y sont encore. Nous allons sensibiliser les parents car ceux qui ont une activité commerciale entraînent parfois leurs enfants. Il faut que l'accès à cette décharge soit normée et non accessible à tous".

Décriée de tous au regard de son état, la décharge municipale de Mindoube pourrait ne plus être utilisable d'ici le mois de septembre si des solutions ne sont pas trouvées.

## Contrepoint Mindoubé : et après ?

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

**E**T si on arrêta un peu les sorties médiatiques au sujet de la décharge de Mindoubé ?

Hier, les ministres de l'Intérieur, de la Santé et de l'Éducation nationale se sont rendus sur les lieux pour évoquer des sujets que tout le monde connaissait déjà. On réfléchit à des solutions pour continuer à utiliser la décharge qui est saturée en attendant le nouveau site en construction ;

on demande aux populations vivant dans les environs de faire attention à leur santé et à celle des autres ; on veut, entre autres, remettre des jeunes Gabonais sur les bancs de l'école. En somme, rien de nouveau sous le soleil. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement se penche sur ce site et les gens qui gravitent autour. En juillet 2021, en réaction à un reportage de TV5 Monde montrant de jeunes Gabonais plongeant les mains dans les débris, le ministère des Affaires sociales avait lancé une enquête

préliminaire pour identifier ces jeunes et pour leur venir en aide. Entre-temps, une entreprise a été chargée de répertorier les jeunes déscolarisés, l'Éducation nationale devant les renvoyer devant des enseignants. C'était sans aucun doute le moment de présenter les résultats et le budget de cette opération, car cela fait quand même un an que le processus a été lancé. Peut-être faut-il déjà ranger cette initiative au rayon des échecs.

Et que dire du ministère de l'Intérieur ? Là aussi, il n'y avait rien

de vraiment nouveau à se mettre sous la dent. Cela fait plus de 15 ans que la nouvelle décharge est attendue, que les effets d'annonce et les descentes sur le terrain sont permanents. En réalité, la décharge de Mindoubé n'est pas le principal problème. Elle révèle simplement deux points : la gestion des ordures est devenue un casse-tête pour le gouvernement et le quotidien de nombreux Gabonais est de plus en plus difficile.